

Recherches sociographiques



Les racines, le tronc et le vent dans les branches

Jean-Jacques Simard

Volume 17, numéro 3, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055727ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/055727ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Simard, J.-J. (1976). Les racines, le tronc et le vent dans les branches. *Recherches sociographiques*, 17(3), 373–392. <https://doi.org/10.7202/055727ar>

Résumé de l'article

D'aucuns laissent croire que l'élection, en novembre dernier, d'un gouvernement indépendantiste et social-démocrate marque un point tournant dans l'histoire du Québec. Deux livres récemment sortis arrivent, à cet égard, à point. Dans l'introduction à *Histoire du Québec*, publié chez Édisem sous sa direction, Jean HAMELIN annonce l'intention des rédacteurs : interroger le passé pour exposer les racines de l'identité québécoise actuelle. Pierre-André JULIEN, Pierre LAMONDE et Daniel LATOUCHE, en écrivant par ailleurs *Québec 2001 : une société refroidie* (pour le compte des Éditions du Boréal Express), chassent les bottes à sept lieues du « futurologue » et vont chercher à l'autre bout des arcs-en-ciel statistiques l'image d'un avenir possible pour la société québécoise.

Les deux œuvres s'emboîtent sur d'autres vecteurs que celui de la linéarité temporelle. Les historiens ne veulent pas « tomber dans la fausse sociologie historique » — lire : Léandre Bergeron et autres petits chaperons rouges — tandis que les scénaristes du futur se défendent de justifier leur approche « à partir d'une position marxiste . . . [car] cela n'aurait en rien été conforme à [leur] démarche réelle ». L'autocritique par induction marxiste est, en ce pays, un phénomène relativement neuf et, si l'on en juge par les travaux considérés ici, d'une grande fécondité : une histoire où les collectivités réelles contestent l'avant-scène aux États et personnages officiels, et une prospective heureusement consciente de certaines de ses limites.

Dans cette mesure, nos auteurs s'affichent résolument révisionnistes. « Quelques illustres que furent nos devanciers » écrit Hamelin en ménageant les mânes de Groulx et de Garneau, « ce n'est pas être iconoclaste que d'interroger les textes qu'ils ont lus et de remettre en cause leur vision de ce qui fut ». Quant à Latouche et compagnie, ils s'avouent éveillés au fait que leur concept central de « société post-industrielle » est « idéologique, ambigu et messianique » et labourent de bons coups de griffe Daniel Bell et Hermann Kahn, tout en patinant sur la même glace mince que leurs maîtres américains.

On a affaire à des « nationalistes » au sens large : les uns et les autres croient à l'existence d'une « nation » proprement québécoise. De là, on

diverge nettement. Les historiens de l'Université Laval, comme leurs collègues sociologues, cherchent la nationalité dans la culture, *une anthropologie différente fondant l'identité nationale* des Canadiens français du Québec. Les intellectuels montréalais ou trifluviens du Centre de recherches sur l'urbanisation de l'I.N.R.S. et de TU. du Q. perpétuent la tradition positiviste : parle-t-on de démographie proprement québécoise, de structures économiques ou sociales proprement québécoises ? Mais non. Le Québec assoit une société contemporaine parmi d'autres, ses valeurs et son identité collective découlent de réalités « sociétales » directement observables sinon quantifiables, *l'État, au premier chef, incarne la nation*, créé l'appartenance.

Errons-nous à penser que ce sont là des raisons suffisantes pour lire ces deux livres ? D'autant plus que le lecteur y trouvera, sinon des informations neuves, du moins une remise en forme et une consolidation des informations éparpillées ailleurs. À ce titre, et chacun à sa manière, *L'Histoire du Québec* et *Québec 2001* sont des sources, et des livres, de base. Des sommes.

LES RACINES, LE TRONC ET LE VENT DANS LES BRANCHES

Histoire du Québec et Québec 2001

D'aucuns laissent croire que l'élection, en novembre dernier, d'un gouvernement indépendantiste et social-démocrate marque un point tournant dans l'histoire du Québec. Deux livres récemment sortis arrivent, à cet égard, à point. Dans l'introduction à *Histoire du Québec*, publié chez Édisem sous sa direction, Jean HAMELIN annonce l'intention des rédacteurs : interroger le passé pour exposer les racines de l'identité québécoise actuelle. Pierre-André JULIEN, Pierre LAMONDE et Daniel LATOUCHE, en écrivant par ailleurs *Québec 2001 : une société refroidie* (pour le compte des Éditions du Boréal Express), chaussent les bottes à sept lieues du « futurologue » et vont chercher à l'autre bout des arcs-en-ciel statistiques l'image d'un avenir possible pour la société québécoise.

Les deux œuvres s'emboutissent sur d'autres vecteurs que celui de la linéarité temporelle. Les historiens ne veulent pas « tomber dans la fausse sociologie historique » — lire : Léandre Bergeron et autres petits chaperons rouges — tandis que les scénaristes du futur se défendent de justifier leur approche « à partir d'une position marxiste . . . [car] cela n'aurait en rien été conforme à [leur] démarche réelle ». L'autocritique par induction marxiste est, en ce pays, un phénomène relativement neuf et, si l'on en juge par les travaux considérés ici, d'une grande fécondité : une histoire où les collectivités réelles contestent l'avant-scène aux États et personnages officiels, et une prospective heureusement consciente de certaines de ses limites. Dans cette mesure, nos auteurs s'affichent résolument révisionnistes. « Quelques illustres que furent nos devanciers » écrit Hamelin en ménageant les mânes de Groulx et de Garneau, « ce n'est pas être iconoclaste que d'interroger les textes qu'ils ont lus et de remettre en cause leur vision de ce qui fut ». Quant à Latouche et compagnie, ils s'avouent éveillés au fait que leur concept central de « société post-industrielle » est « idéologique, ambigu et messianique » et labourent de bons coups de griffe Daniel Bell et Hermann Kahn, tout en patinant sur la même glace mince que leurs maîtres américains.

On a affaire à des « nationalistes » au sens large : les uns et les autres croient à l'existence d'une « nation » proprement québécoise. De là, on diverge nettement. Les historiens de l'Université Laval, comme leurs collègues sociologues, cherchent la nationalité dans la culture, *une anthropologie différente fondant l'identité nationale* des Canadiens français du

Québec. Les intellectuels montréalais ou trifluviens du Centre de recherches sur l'urbanisation de l'I.N.R.S. et de l'U. du Q. perpétuent la tradition positiviste : parle-t-on de démographie proprement québécoise, de structures économiques ou sociales proprement québécoises ? Mais non. Le Québec assoit une société contemporaine parmi d'autres, ses valeurs et son identité collective découlent de réalités « sociétales » directement observables sinon quantifiables, *l'État, au premier chef, incarne la nation*, créé l'appartenance.

Errons-nous à penser que ce sont là des raisons suffisantes pour lire ces deux livres ? D'autant plus que le lecteur y trouvera, sinon des informations neuves, du moins une remise en forme et une consolidation des informations éparpillées ailleurs. À ce titre, et chacun à sa manière, *l'Histoire du Québec* et *Québec 2001* sont des sources, et des livres, de base. Des sommes.

I. HISTOIRE DU QUÉBEC

L'Histoire du Québec forme une brique de 538 pages divisée en quatorze chapitres que se partagent six auteurs. Elle se termine sur une chronologie succincte des grands événements de notre histoire depuis 4000 avant Jésus-Christ et un Index des personnages et territoires canadiens ou québécois mentionnés dans le texte. Vingt-six illustrations et cartes hors texte et vingt autres in-texte complètent une présentation plaisante dont la typographie et le format sont remarquablement accueillants. Du beau travail d'édition.¹

La qualité littéraire fluctue au gré des plumes et des chapitres mais ne faillit pas, sauf peut-être dans les pages qui couvrent le vingtième siècle, où le style s'alourdit quelque peu. On ne peut que se réjouir de voir l'esprit colorer à l'occasion cette œuvre sérieuse, quand par exemple « Astérix » suit discrètement « l'âge des métaux » et « le néolithique » pour ponctuer une période préhistorique, ou lorsqu'un brillant raccourci rappelle que « l'Église [. . .] a fixé le but de la vie : bien mourir ».

Sans prétention peut-être, les auteurs n'en désirent pas moins ré-écrire partiellement notre histoire. Cette intention fonde en même temps tout l'intérêt du livre et son plus grand défaut. Parlons d'abord de celui-ci.

Les auteurs n'ont pas tranché le choix du public auquel ils voulaient s'adresser. Ici, le lecteur a l'impression de pénétrer par intrusion dans une correspondance entre historiens; là, il se trouve bienvenu et fait l'objet des plus délicates attentions. Le Québécois, heureux de retrouver des citations percutantes donnant la parole à des personnages connus mais oubliés, rencontre le Français, pour lequel on ne ménage pas, à l'occasion les références à la « coutume de Paris ». Mais trop souvent, le non-initié doit prendre son mal en patience. Quand on lui dit que le Conseil Souverain « fonctionnait comme en France » (p. 136) il s'ennuie de son encyclopédie. Quand on répète à deux ou trois reprises à quelques pages d'intervalle que la division des terres en bandes étroites et profondes faisant face à un cours

1. L'Éditeur annonce que le premier tirage de quatre mille exemplaires (à \$19.95) est épuisé. On envisagerait, à raison, une édition de poche.

d'eau constituait une remarquable adaptation aux réalités géographiques canadiennes, il cherche de tous les côtés qui n'a pas compris cette apparente évidence. Il patiente devant le débat minutieux qui s'engage sur l'importance respective des rôles de gouverneur et d'intendant.

À l'occasion, il se trouve en droit d'enrager. Sans avertissement ni explication, les Seigneurs apparaissent soudain aux côtés du clergé, page 102. Ils étaient là, c'est tout. Les « déprédations de Bigot et ses associés » évoquées tout-à-coup page 244 sans plus de détails; le « serment du test » tombant du ciel page 253; « l'affaire Riel » — page 434; les « mouvements ouvriers » mentionnés page 389 comme si chacun était au fait de leur existence précédente; le « Grand Tronc » et la « Loi du Cadenas » (pp. 361 et 429); autant de phénomènes de génération spontanée qui, pour les néophytes, resteront incompris, à moins que par hasard, les auteurs ne sentent le besoin d'y revenir quelques pages plus loin — ce qui est exceptionnel. Ceux qui, comme moi, n'aiment pas perdre le fil de l'histoire et préfèrent s'emporter quand on ne ménage point leur ignorance, feront bien de se résigner à une seconde lecture.

Car enfin, ce livre rend globalement intelligible une histoire traitée ailleurs de manière trop événementielle, ou autrefois trop hagiographique, pour que vraiment les Québécois la reconnaissent comme leur. Les informations démographiques, économiques et sociologiques tissent ici une toile de fond où les trop classiques agissements des élites administratives, les trop classiques faits militaires et politiques de l'histoire traditionnelle viennent prendre leur sens et avouer leur mesure réelle. Le lecteur échange avec les auteurs un sourire complice quand sonne à la mémoire le chant du chanoine Groulx :

« Pour la défense française et pour la défense catholique, si tu le commandes, O Dollard, ô chef enivrant et magnétique, jusqu'à l'holocauste suprême, nous te suivrons. » (Cité p. 449.)

Inutile d'ajouter que l'*Histoire du Québec* nous entraîne sur d'autres pistes, joignant l'esprit critique à l'exposé des faits et mettant en lumière radicales et racines négligées de l'arbre québécois qui s'obstine à pousser.

La question des Amérindiens

La question amérindienne, au premier chef, occupe dans ce livre la place qu'elle mérite. Serge-André CRÊTE offre un survol compétent des résultats de la recherche archéologique à ce jour, et dégage les grandes périodes pré-historiques depuis la dernière glaciation jusqu'à l'arrivée des Blancs. On y apprend, entre autres choses, qu'avant l'apparition des peintres de Lascaux, les ancêtres des Amérindiens chassaient le mammoth dans le Nouveau-Monde; que les baleines ont autrefois nagé au-dessus de l'île de Montréal; et qu'en remontant jusqu'à Hochelaga, Cartier rencontra des cultivateurs de maïs et de haricots qui laissaient à leurs femmes le soin de décider quand faire la guerre.

Raynald PARENT prend le relais, pour identifier les diverses ethnies autochtones installées au Québec qui, à son avis, formaient les éléments

diversifiés d'une « civilisation en train de naître ». Le mot est un peu fort et prend prétexte du rôle d'entremetteur commercial exercé par les Iroquois pour fondre par anticipation des groupes culturels fort différents : les Agniers, agriculteurs semi-sédentaires installés au sud du Saint-Laurent depuis Montréal jusqu'aux Grands Lacs, et les nomades algonquiens du Bouclier laurentien, occupés à la chasse. Cependant, il faut féliciter Parent d'avoir simplifié le repérage et la localisation des diverses « tribus » indiennes en montrant comment chacune s'identifiait à un bassin hydrographique particulier; il insiste à juste titre, par ailleurs, sur les constants échanges qui cimentaient les réseaux d'interdépendance entre les tribus et les nations et sur la remarquable mobilité qui, de voie d'eau en voie d'eau, conduisait les Iroquois des Grands Lacs jusqu'à Gaspé, ou les marchandises venues de la Côte-Nord jusqu'en Nouvelle-Angleterre ou à la Baie Georgienne.

Les Amérindiens occupaient tous les recoins de ce pays : il a donc fallu les en déloger et les repousser dans les insignifiantes réserves où ils se voient confinés aujourd'hui. Selon Jacques MATHIEU, qui signe les trois chapitres suivants (les meilleurs, peut-être, de ce livre, avec les deux premiers), la stratégie d'occupation française différa de celle qu'on adopta plus au sud. N'y cherchons pas de vertus françaises qui, par-delà les siècles, viendraient nous libérer de la culpabilité collective que l'asservissement des Indiens nous jette sur les épaules : parce que les cours d'eau facilitaient la pénétration du territoire canadien, les Français durent se contenter d'une prise de possession sommaire et d'une domination superficielle des peuples indigènes, consolidée par des alliances et, plus tard, encadrée par l'érection de forts éparpillés aux franges de l'empire. Tandis que sur le territoire des futurs États-Unis, les colonies hollandaises puis anglaises, bloquées par l'interminable chaîne des Appalaches, devaient gagner pied par pied — et à coups de fusils — le terrain enlevé aux Indiens.

Cruel paradoxe : la fierté, la puissance et les remarquables aptitudes guerrières des Iroquois ont joué à l'avantage des colonisateurs et au détriment de tous les Amérindiens. Ils étaient entrés en guerre contre les peuples algonquiens dès le seizième siècle « dans des circonstances qui nous échappent encore » (p. 49). Préférant sans doute les fourrures des chasseurs au maïs des agriculteurs, Champlain s'allia aux algonquiens et aux Hurons qui, contrôlant le Sault Sainte-Marie, lui permettaient de « drainer les pelleteries du riche bassin des Grands Lacs » (p. 40). (En passant, on comprend mal que Parent mentionne dans la même page les « Hurons de l'Outaouais » et le fait que les Algonkins « habitaient le pays arrosé par l'Outaouais », p. 38.) Pourtant membres de la même famille culturelle, les Hurons et les Iroquois se faisaient compétition dans le troc avec les tribus de chasseurs du Bouclier laurentien : faut-il y voir l'origine de l'inimitié réciproque qu'ils se vouaient ? Armés par les Hollandais de Manhatte puis, par les Anglais, les Iroquois passent à l'attaque de la Huronie à compter de 1630 et se lancent successivement contre les Algonkins de l'Outaouais, les Cris de l'Abitibi et de la Baie James, les Montagnais du Lac Saint-Jean et de la Côte-Nord, puis les Mohicans du Nord-Est américain jusqu'à ce que des renforts venus d'Europe les forcent à signer, en 1701, un traité de paix avec la Nouvelle-France sur le point de tomber sous leurs tactiques de guérilla. À

cette date, remarque Parent, « toutes les nations amérindiennes de l'Est du Canada sont décimées » et plus loin : « presque éteintes » (p. 51).

Que s'est-il passé ? Les faits rapportés dans ce livre ne permettent certainement pas d'exonérer les Européens : le commerce entre les Indiens suivait des axes nord-sud où circulaient principalement du tabac et des fourrures; les produits substitués amenés par les Français ont déchiré le tissu d'interdépendance, établi un axe est-ouest le long du fleuve et privé les Iroquois de leur « marché »; ces derniers n'avaient peut-être alors d'autres choix que la guerre. En bons guerilleros, ils frappèrent là où l'ennemi était faible : chez leurs congénères qui traitaient avec les Français. Ceci dit, l'intervention proprement militaire de la colonie française n'aurait joué qu'un rôle insignifiant dans l'extermination des autochtones, puisque ses seuls ennemis étaient les Iroquois.

Au moment de la venue des Blancs, l'Est canadien comptait, selon les données fournies au fil des pages de l'*Histoire du Québec*, 30 000 Hurons, 1 500 Malécites, 3 000 Micmacs, 10 000 Cris, 1 500 Algonkins, 1 000 Attikamègues, 4 000 Montagnais, 1 000 Nascopis, 1 500 Abénaquis et . . . 15 000 Iroquois. L'auteur veut-il vraiment dire que 53 000 personnes ont été « décimées » ? Sur ce nombre, les Iroquois auraient surtout frappé les Hurons, les Algonkins, les Montagnais et les Abénaquis, tous alliés des Français; sauf en ce qui regarde les Montagnais, la population actuelle de ces tribus indique une faiblesse démographique qui rend plausible l'hypothèse d'une extermination attribuable aux Iroquois. Mais les autres ?

En fait, il faut chercher ailleurs que chez les guerriers agniers le facteur premier de la quasi extinction du peuple indigène et — ne peut-on le penser ? — de la faible résistance qu'il opposa à l'usurpation de son pays. La rougeole, la petite vérole, la grippe, ces virus contre lesquels les Amérindiens n'étaient pas naturellement immunisés ont sans doute frappé plus impitoyablement dans leurs rangs que les tomahawks des Iroquois. Ceux-ci furent « aidés par les épidémies », écrit Parent, dans leur victoire sur les Hurons. En 1660, la petite vérole s'abattit sur toute la nation iroquoise elle-même « et la détruisit presque entièrement ». Plus loin, on lit que « les épidémies [. . .] ont fauché les Algonquins », ² c'est-à-dire tous les habitants du nord du Saint-Laurent. « Les épidémies, plus que les Iroquois, ont fauché les Algonquins. » (P. 52.)

On peut affronter un ennemi en chair et en os, non celui qui attaque par l'intérieur du corps. Minés jusque dans leurs énergies vitales, les Amérindiens, à compter du début du dix-huitième siècle, se réfugient dans les profondeurs de leurs forêts natales, n'en sortant que pour faire la traite à l'occasion. Pour nous, l'Histoire débute, et nos livres parlent de « stabilisation des alliances ». Pour eux commence une vie marginale, aux marges de l'œcumène ou, comme à Lorette où se sont réfugiés les Hurons, entre les parenthèses du mépris. Quand, en 1763, le chef des Outaouais, Pontiac, un vieil ami des Français, organise une rébellion de dizaines de tribus contre le colonisateur anglais et assiège Détroit pendant cinq mois,

2. Les Algonkins, les Cris, les Montagnais appartiennent à la famille culturelle *algonquienne*; Parent préfère l'orthographe *algonquin*, qui, à notre sens, prête à confusion.

trois cents Canadiens français, fraîchement battus sur les plaines d'Abraham, rejoignent les armées coloniales britanniques contre lui. À partir de 1775, les Indiens ont à peu près quitté la scène de l'histoire officielle du Québec. Max Gros-Louis et le projet de la Baie James les y ramèneront.

Pourtant, ils auront contribué — plus que toute autre force — à la création, en ce pays, le leur, d'un peuple nouveau : les « Canadiens » qui, plus tard, voudront s'appeler « Québécois ».

L'émergence d'une culture populaire

Fouillant le Régime français pour déterrer les fondations de l'identité québécoise, on trouvera plaisir à suivre un guide éclairé et compétent, qui sait montrer, derrière les événements, la trame des courants à long terme, les affrontements sous-terrains et les transformations en profondeur dont les répercussions animent la surface de l'histoire, rôle que Jacques MATHIEU, spécialiste de la Nouvelle-France à Laval, assume avec beaucoup d'intelligence. On y découvrira que pour l'essentiel, les grands traits de la culture populaire québécoise étaient déjà fixés chez ces gens qui ont, très tôt, voulu se nommer « canayens » et « ridiculisaient les Français non adaptés » au pays (p. 115). Or, il me semble que cette physionomie collective porte une empreinte indubitable : celle des Indiens.

Je ne parle ni des raquettes, ni du maïs, ni des patates, ni des mots comme *caucus*, *makinaw* ou *makousham* (une espèce de gibelotte) que les Indiens nous ont légués.³ Certes les emprunts matériels et symboliques contractés par les Européens auprès des autochtones ont laissé des traces et, à l'occasion, contribué à sceller le sort de la colonie. Mal en prit à ce pauvre Cartier, par exemple, de s'être moqué des avertissements indiens quant à l'épaisseur de la neige et le gel du Saint-Laurent (p. 76). Pour ne pas périr avec ses hommes, le Malouin dût jouer de ruse — laquelle ? l'auteur reste muet — afin de leur tirer la recette du remède au scorbut. À la fin du dix-huitième siècle, alors que la poudre brûlait entre les Britanniques, les Iroquois et les Français, ces derniers durent leur survie au bon sens d'un Frontenac qui modifia la stratégie européenne de bataille rangée pour lui préférer « la ruse, la guerre d'embuscades et les raids [...] conformément au désir des habitants de la colonie, qui savaient se servir du milieu pour arriver à leurs fins » (p. 178). Cette « science » venait des Amérindiens, et suppose un mode d'utilisation de l'espace qui marque la culture bien au delà des champs de bataille.

Comme l'indique bien Mathieu « les relations qu'ils entretenaient avec les Indiens permirent aux Français de s'adapter au pays et aux gens » (p. 91). La guerre mise à part — on s'y côtoie quand on ne s'y fait pas face — c'est la traite qui a rapproché les uns et les autres.

Artisans, marchands, paysans, journaliers, « tous — ou presque — commerçaient avec les 'sauvages' » (p. 103). On court les bois dans

3. Je ne mentionnerai pas non plus une rumeur, qui courait autrefois chez certains anthropologues américanistes, voulant que le mot *kébek* eut signifié « descend », la première ville française en Amérique ayant ainsi pris le nom d'une invitation adressée à Cartier par ses hôtes.

tous les sens, préférant de toute évidence ce mode de vie à celui de la terre. En 1663, 20% seulement des quatre cent soixante-cinq hommes de métier de la colonie s'occupent à l'agriculture (p. 124). L'administration se voit obligée de prendre des mesures : elle stoppe l'expansion du peuplement à l'ouest de Montréal pour empêcher les habitants de fuir vers les territoires de chasse; Talon exige une preuve de mariage pour accorder des congés de traite puis, quand ça ne suffit pas à attacher les hommes, il encourage le mariage de ses Français avec des Indiennes (p. 144-145). « En 1700, au moins 50% des gens établis sur la terre avaient passé au minimum une année à la traite. » (P. 159.)

Avec, et auprès des Indiens, les immigrants prennent goût à l'autonomie, à la mobilité, à ce « relâchement des mœurs » si honni par les Récollets et au stoïcisme marqué au coin d'humour que l'on observe encore de nos jours chez les Algonquiens de la forêt boréale. Les bonnes âmes reprocheront aux coureurs des bois leur propension à l'« oisiveté », une « tendance à dilapider leurs revenus » et aux hommes de métier canadiens-français leur « instabilité ». Ces gens-là manifestent beaucoup de débrouillardise mais se piquent d'être de tous les métiers de sorte qu'ils n'en maîtrisent aucun à fond (p. 216-217). Ailleurs on lit que « le Canadien, avide d'indépendance, ne s'estimait inférieur à personne » (p. 166). Pour ceux qui ont fréquenté les milieux coloniaux des affaires indiennes contemporaines, l'écho venant de l'histoire est hallucinant : les mêmes expressions, les mêmes mots . . . On croit entendre un pasteur d'aujourd'hui décrire ses ouailles de Bersimis ou de Weymontachingue. Des deux peuples, qui donc a déteint sur l'autre ? Le milieu, conclut justement Jacques Mathieu, aura, en définitive, joué un rôle prépondérant pour façonner le tempérament des « Canadiens ». Milieu géographique, milieu humain : pour se le traduire et s'y traduire, le peuple nouveau « se détacha du système culturel français » (p. 145).

D'autres forces ont agi en ce sens.

La Nouvelle-France décrite ici sent un peu — qu'on nous passe l'expression — le Yankee. Depuis ses débuts, d'ailleurs, la colonie a été l'affaire des entrepreneurs plutôt que d'une administration impériale en mal de colonisation. « C'est l'entreprise privée », dit l'auteur « qui releva le défi du Nouveau-Monde » (p. 87). Certes, la couronne française voudra imposer ses priorités : Dieu, le Roi et le commerce; mais, en réalité, « la réalisation [se fera] dans l'ordre inverse : le commerce [passera] avant la colonisation et l'évangélisation ». Et dans quel climat, voyons un peu ! La souche de pionniers a « choisi la Nouvelle-France dans le but d'y faire fortune » (p. 103). Ils comptent sur « des chances égales pour tous » et « une rapide ascension sociale ». « Un interprète engagé des Jésuites, commerçant puis seigneur, devint gouverneur des Trois-Rivières avant d'être anobli » (p. 145). Les ordres traditionnels chancellent et les seigneurs ressemblent plutôt à des bourgeois. À un moment donné, le tiers des hommes valides s'adonnent au commerce et quelques femmes se lancent même en affaire (p. 145). Voici une société ouverte où « les étrangers [. . .] s'intégraient sans trop de difficultés », où prévaut « l'initiative individuelle », où on travaille « à se tailler une place au soleil » et où « la réussite dépendait du succès

financier » (pp. 165 et suivantes). Ce langage reflète-t-il vraiment l'ébullition qui animait la colonie ou tire-t-il plutôt de l'*American Dream* une rhétorique familière pour l'investir, *ex post facto*, dans une réalité qui ne l'est pas ? L'auteur ne cite pas ses sources, et on ignore s'il emprunte ses mots à des observateurs d'alors ou s'il leur met plutôt parole en bouche.

Tout laisse croire, quand même, que la petite société de Nouvelle-France flirte avec l'« esprit du capitalisme ». Évidemment, les sociologues songeront aussitôt à la thèse de Max Weber et se lanceront sur la piste des Protestants. Ils découvriront, précisément, que le sieur de Mons et le marquis de la Roche de Roberval, parmi les plus connus, en étaient. Ils apprendront, non sans étonnement, que « les grands financiers de l'entreprise coloniale furent d'abord, souvent, des étrangers installés en France ou des immigrés de fraîche date [. . .] hommes d'affaires, chrétiens mais non catholiques, chargés par le roi de l'évangélisation des Indiens et de la colonisation du pays [. . .] ils se contentèrent en fait, d'en tirer les richesses les plus immédiatement accessibles » (p. 90). Richelieu, qui déjà en avait plein les mains avec les protestants de La Rochelle, sauta sur l'occasion pour éliminer ceux-ci de l'administration de la colonie américaine. À la base, l'implantation des jésuites allait limiter l'immigration et « les émigrants protestants, très pragmatiques, [préféreront] généralement d'autres contrées [à la Nouvelle-France] » (p. 111). Malgré cette offensive, « des oppositions se dessinèrent », cristallisées en deux stratégies de développement colonial : le commerce ou bien l'agriculture; il s'agissait, en d'autres mots, de choisir entre le modèle capitaliste, matérialiste, urbain et le modèle féodal, mysticiste, rural.

Le peuple, quant à lui, avait choisi : « [. . .] l'intérêt de l'habitant pour la possession d'une terre et la préservation d'un patrimoine familial n'était pas [. . .] considérable [. . . c'est] la proximité de la ville et non la qualité des sols qui influençait le choix des emplacements [. . .] » (p. 159). Les « Canadiens » resteront de mauvais agriculteurs, même lorsque la conjoncture économique et politique les forcera à vivre de la terre. On stigmatisera leur « méconnaissance du métier », leur « inertie et leur esprit d'indépendance » (p. 221).

Le lecteur devra faire un effort pour s'y retrouver dans l'analyse un peu confuse que fait l'historien Mathieu des événements qui, entre 1680 et 1740, ont poussé les habitants sur les terres. Par suite d'abord d'une crise du secteur de la traite, « le monde rural devient un exutoire important » alors que les terres en culture quadruplent de 1706 à 1739. L'accélération aurait tenu surtout à « l'ingéniosité des Canadiens » qui, aux environs de 1723, découvrent « un moyen » — lequel ? Voyons donc, tous les historiens le savent ! — de « contourner le gel du Saint-Laurent, l'hiver, et d'accroître ainsi le volume de leurs exportations vers les Antilles » (p. 195). L'indice est quand même de taille : ingéniosité et exportation accompagnées, nous dit l'auteur, « d'un renouveau dans les cultures industrielles ». L'habitant, qui répugne « à se faire appeler paysan », veut bien pratiquer l'agriculture, mais il demeure, à sa manière, un commerçant. « La possibilité d'écouler des surplus eut plus de poids que l'autarcie » (p. 197); « l'habitant produisit au

delà de ses besoins. La production céréalière augmenta plus vite que la population » (p. 196). On veut du numéraire; on aime l'argent.

En 1745, la France perd Louisbourg : les Anglais contrôlent la porte du Saint-Laurent et les marchés se ferment. Alors seulement verra-t-on les Canadiens se résigner à la pratique d'une agriculture de subsistance (p. 198); le Yankee en eux n'est pas mort pour autant : ils cherchent par tous les moyens à lancer de nouvelles entreprises, alors que « nombre d'artisans débrouillards [imaginent] des projets mirobolants qui eurent rarement les suites escomptées » (p. 198). (Cent cinquante ans plus tard, les inventeurs et les entrepreneurs débridés se multiplieront à un tel point dans la région de Roberval qu'on parlera, à Québec, de « la maladie du Lac Saint-Jean », en affublant ses habitants du sobriquet de . . . « Yankee ».)

Mais voilà, le peuple québécois est déjà sous une botte coloniale : celle de la France, dont le Roi ne veut pas que « la colonie puisse se passer du Royaume » et défend systématiquement le développement du secteur secondaire. Le grand capital commercial est français et tient aux avantages que lui procure sa situation métropolitaine; il s'agit en vérité d'empêcher les colonies de commercer entre elles et — là-dessus la couronne approuve — de gagner leur indépendance. En 1748, ce bon Hocquart rassure son ministre : « la colonie ne [possède] pas de manufactures » (p. 199) ! Quand même, la production locale s'accroît et se diversifie entre 1725 et 1750, grâce à « l'action méconnue des artisans » qui prime sur celle d'une administration « à la remorque des changements » (p. 201). Par la suite, les Canadiens ne manqueront aucune occasion de s'arracher à ce terroir où ils ne se sentent guère à l'aise. En 1883, ils ont encore des « goûts de ville » et préfèrent le salariat partiel des coupes de bois à l'agriculture autarcique.

Chose certaine, ces « Canadiens » ont vite rompu avec la culture paysanne et la société d'ordres européenne. De ce côté-ci de la Mare aux Canards, la France reste lointaine. Colbert a beau vouloir, dans les termes de l'historien, « transplanter la société française en Amérique », des poussées trop innovatrices jaillissent des milieux populaires pour que le chapeau fasse. L'appel des grands espaces, un esprit de frontière ouverte, la mobilité géographique et sociale (quand même bloquée au sommet) font éclater les cadres mentaux de la culture d'outre-mer et du même coup ébranlent les structures sociales ossifiées qu'elle recouvrait.

Les mutations ont touché la famille : quand voyage le père, sa stabilité prend appui sur le leadership quotidien et l'autonomie de la mère. Elles ont frappé la tenure seigneuriale : le rang isole le censitaire du seigneur et l'éloigne des contrôles administratifs. Talon essaiera bien de diffuser un mode d'aménagement où les rangs en étoile s'allongent à partir d'un centre, mais l'idée ne s'implantera pas ailleurs que dans la région immédiate de Québec. La paroisse elle-même et, à vrai dire, la religiosité, subiront maints affronts. Les coureurs des bois passaient pour aimer la bouteille et à la veille même de la conquête on prend prétexte du froid pour domestiquer à l'excès « l'eau-de-vie ». (Va-t-on, comme il était de mise chez les pionniers américains, jusqu'à consommer du whisky en mangeant, ne dédaignant d'ailleurs pas d'initier les enfants aux bonnes manières en délayant d'un

peu d'eau leur part de cette potion de table ?) Les auberges — il en reste 600 en 1790 ! — sont ouvertes le dimanche, ce qui explique peut-être que la messe soit l'occasion, non seulement « d'étalages de toilettes », mais de courses de chevaux si emballantes que les autorités imposent des limites de vitesse, des amendes et défendent de doubler. Non seulement on néglige de faire baptiser les enfants mais, de plus, la nonchalance sévit dans les lieux saints, au grand dam des curés, dont l'un menace d'asseoir les « Canadiens » au jubé et les « sauvages » dans la nef, question d'éviter les mauvais exemples.⁴ « Chez les petites gens », signale l'auteur, le billard, les jeux de hasard, les loteries sont fort populaires et les juges, accablés, refusent d'étudier les litiges découlant des dettes de jeu (pp. 147-148, 169, 229). Les observateurs réprouvent « le manque de respect, l'indiscipline et l'indépendance des Canadiens ». Nos Yankees ne sont pas des Quakers. Ni la paroisse, ni la seigneurie, conclut Mathieu, ne parviennent à les encadrer (p. 146).

La stratification sociale, en Nouvelle-France, semble débalancée : lourde au sommet, puisque dès 1663, 378 résidents sur 843 se recrutent chez les ecclésiastiques, les nobles et les « bourgeois », elle souffre par ailleurs d'une césure assez nette entre ceux qui constituent la crème de la société et, (que le lecteur nous pardonne), le peuple qui en est le lait. Si, à la veille de la conquête, émerge ici, une civilisation originale, « elle ne se trouvait pas », lit-on page 225, « dans la couche supérieure de la société ». Résumant dans une étrange formule la dynamique du phénomène d'innovation culturelle qui caractérisa dès le départ la Nouvelle-France, Mathieu écrit : « Le pouvoir avait changé de maître; pour les habitués du pays, il était passé du plan politique au plan social. » (P. 148.) Il en couta cher à cet imbécile de Montcalm pour s'en rendre compte : de 1756 à 1758, les « Canadiens » menés par un des leurs, Vaudreuil, « sèment l'effroi dans les colonies britanniques », s'appuyant sur une stratégie de guérilla et conservant l'offensive; admettons que c'est peine perdue : la marine d'Albion et le nombre des effectifs en lice donne l'avantage aux Anglais; surgit le généralissime Montcalm qui prend la commande des opérations, arrête les raids, ramène dans les centres les troupes qui guerroyaient aux frontières, perd l'appui de ses alliés indiens, puis dans la nuit du douze septembre 1759, engage avec 4 000 hommes une bataille rangée à l'européenne contre les troupes de Wolfe dix fois supérieures en nombre. « Une seule décharge dévastatrice suffit à mettre en déroute les défenseurs des 'hauteurs d'Abraham'. » (P. 236-237.)

Ce n'est donc pas d'hier que les propos récents de Guy Rocher tirent leur pertinence. La société déjà québécoise du Régime français porte le masque de Janus : une élite culturelle tournée vers la France tente de coiffer un peuple qui s'acharne à être américain.

L'officier britannique en permission à la Noël de 1759 aura trouvé ici une collectivité d'hommes indisciplinés, ouverts, peu dévôts, rigolards et

4. D'autres, dit « canadianisés », accordent parfois l'absolution refusée par l'évêque, tandis que le supérieur des Sulpiciens accepte que la messe soit célébrée en Indien. M^{re} Lefebvre aurait souffert.

fêtards, fiers de leur force physique et téméraires au point où on dit d'eux que rien ne les rebute ni ne les effraie au départ et qu'ils possèdent une « confiance sans borne en leurs capacités ». Comment diable ces gens en viendront-ils à accepter un rôle de paysans dociles broutant, sous la houlette du clergé, les mêmes pâturages mythiques que les moutons de Saint-Jean-Baptiste ? Comment expliquer, même si cette image d'épinal n'a jamais vraiment correspondu à la réalité, que les historiens renversent leurs propos pour nous décrire ce même peuple trente ans plus tard : « Regroupés autour des clochers paroissiaux et encadrés par la seigneurie [. . .] ces noyaux de population étaient isolés les uns des autres et entretenaient peu de contact avec le monde extérieur » (p. 277) ? Le professeur André GARON suggère des réponses dans les trois chapitres suivants, qui nous mènent de la Conquête à la Confédération, et couvrent l'entrée en scène du second peuple dont la contribution marquera l'identité québécoise : les Anglais. Les lignes de force, cette fois, ne procéderont pas par osmose et par attraction — comme ce fut le cas avec les Indiens — mais plutôt par répulsion mutuelle.

En une phrase : l'effet sera désastreux. L'agressive faculté d'auto-détermination culturelle des Canadiens sera comme broyée tandis que s'y substitue cette pénible et obsessionnelle quête d'identité qui résume si universellement la condition de colonisé. Déracinés chez eux, proprement aliénés, ils s'enfonceront dans les abstractions d'une différence à définir plutôt qu'à vivre et à créer : la « Mission » du repli, catholique, française et rurale.

Exclus de l'administration et du gouvernement par le serment du test, des affaires par les politiques économiques impériales qui favorisent les marchands et les pelletiers britanniques (en 1774, 74% des traités sont français; en 1782, ils ne comptent plus que pour 21%), mal à l'aise dans les villes où se concentrent déjà tous les pouvoirs du conquérant, les « Canadiens » se trouvent, écrit Garon, « repoussés vers l'agriculture » (p. 256). Point ici de « vocation agricole », comme on le voit.

Et la foi ? De fait, c'est le Roi de France qui exigera que des garanties de liberté religieuse apparaissent au traité de Paris. Quant aux Canadiens « peu d'entre eux s'alarmèrent du changement de métropole », en tout cas pour des motifs religieux ou linguistiques, puisqu'ils s'inquiétaient plutôt de la valeur au pair des billets tirés sur le Trésor français (p. 251) ! Est-il exagéré de penser qu'au premier chef, ce sont les Anglais qui ont monté en épingle la question religieuse ? L'anti-papisme de Londres se réfléchit en colonie; on avale plus difficilement Rome que Molière : le premier conseil législatif compte bien un membre francophone, mais d'obédience huguenote, protestante. Évidemment « sous la gouverne d'une métropole anti-papiste, le clergé demeurerait le groupe le plus touché » (p. 256). Et comme il brait en français . . ., la confusion est inévitable.

Finalement, le pouvoir comptera plus que la foi. Tandis que s'amorce la révolution américaine, les marchands anglais accumulent du capital, prennent du pic, et murmurent agressivement contre l'absolutisme des gouverneurs. La panique effleure ces derniers : ils savent ne pouvoir compter sur la loyauté absolue ni du peuple « canadien » ni de leurs congénères

capitalistes « tentés », nous dit l'auteur, « par l'aventure de l'indépendance américaine ». Restait le clergé et les seigneurs; trop heureux d'obliger le Maître du pays tout en endiguant la démocratie, les voici qui recrutent des volontaires auprès des petites gens pour aider Carleton à repousser les Américains. Tirailé peut-être entre la religion de ses prêtres et la présence de son ancienne mère-patrie aux côtés des rebelles du Sud, le peuple avance de reculons : les miliciens font le mort devant les troupes de Montgomery qui montaient sur Montréal et en Beauce, Ferron⁵ prétend qu'Arnold trouva de discrets appuis logistiques.

Muselé au sommet par une élite cléricale ou professionnelle qui tire volontiers son langage de la Révélation plutôt que de la réflexion, ce peuple n'a pas de voix, ou plutôt, d'idées. Au cours des années 1890, la propagande inspirée par la Révolution française « inonde la province » à partir des États-Unis. En 1796, un navire français arraisonné dans la Manche cache vingt mille mousquets présumément destinés aux « Canadiens ». On sait que les élites autochtones ne prisent pas plus la Révolution « régicide et persécutrice de la religion » qu'elle ne chaut au Colonisateur. On ignore ce qu'en pense le peuple. Que signifie cette « extrême nervosité de la population » dont parle Garon (p. 288), ces désordres violents, cette libération d'un détenu placé sous pilori pour dettes, ces attaques de prisons ? Gestes d'une collectivité qui se trouve mal administrée ou étincelles révolutionnaires ? Cherchons une explication simple : les crises agricoles successives étranglant graduellement les campagnes, et les villes n'ont rien à offrir aux miséreux qui gravitent vers elle. Mais dès 1806, le bois réclamé par l'Angleterre fournit une exutoire et la petite bourgeoisie ruraliste canadienne-française peut s'adonner à loisir à ses bisbilles, par Parlement interposé, avec les marchands et bureaucrates anglais; entre autres grands gestes : faire exclure un député juif de l'Assemblée du Bas-Canada « pour raisons de religion » !⁶

À partir des années 1815, la conjoncture se corse. Entre 1810 et 1823 le nombre de membres des professions libérales a doublé, les terres se font rares, les seigneuries commencent à souffrir du déboisement, le marché du blé fléchit. A part quelques habitants prospères de la plaine immédiate de Montréal, les difficultés économiques frappent lourdement le peuple. Les Anglais maîtrisent les deux tiers du commerce et des affaires. En 1834, parmi les deux cent quatre fonctionnaires provinciaux on ne retrouve que quarante-sept francophones, et encore, au bas de l'échelle. Pire peut-être : les professions elles-mêmes s'anglicisent, suivant la clientèle. Les petit-bourgeois enragent et gémissent.

Coïncé entre les habitants qu'il représente et l'élite dont il fait partie, le personnage de Papineau permet, mieux que quiconque, de suivre les événements. Maître de chicanes au Parlement en 1815 comme leader du Parti Canadien, il prend la tête de celui des Patriotes en 1826, et porte un peu

5. M. FERRON et R. CLICHE, *Les Beaucerons, ces insoumis : 1735-1867*, Montréal, HMH, 1974.

6. En Nouvelle-France, « étrangers et [...] protestants s'intégraient sans trop de difficultés aux cadres sociaux » (p. 165).

malgré lui le virage idéologique qui va conduire à la Rébellion de 1837-1838. Lui qui trouvait insensé quelques années plus tôt le modèle républicain, il s'en inspire désormais avec les Patriotes pour exiger que les membres du Conseil législatif soient élus plutôt que nommés. Contre l'impérialisme et le capital britanniques, il brandit l'objectif d'un développement local, tourné vers les États-Unis plutôt que vers Londres. Il songe à un boycott des produits anglais, pas à la lutte armée. Sous ses pieds, les événements se dérobent. Les leaders « naturels », issus du milieu des habitants, « allèrent plus loin au niveau idéologique que les hommes politiques » nous dit André Garon, « ce furent les institutions présentées comme nationales par les uns qui furent attaquées par les autres : l'Église [. . .] et le Régime seigneurial ». « Menaçant leurs adversaires, [curés et seigneurs] les obligeant à se démettre [. . .], les habitants en vinrent à mettre sur pied, dans certaines paroisses un véritable gouvernement parallèle. » (P. 342.)

Quand frappera une répression très rude, acceptée par le clergé, Papineau comptera parmi les premiers à se réfugier aux États-Unis. On se demande un peu qui, exactement, le seigneur de Montebello fuyait.

L'histoire va bientôt se refermer sur le peuple des Canayens. Depuis 1810, le colonisateur caressait l'idée de noyer « ces gens sans histoire » dans une Union du Haut et du Bas-Canada. En 1840, c'est fait. Louis-Hippolyte Lafontaine qui, tel le tunnel qui mérite bien son nom, avait abandonné les Patriotes pour passer en dessous des remous de l'Insurrection, refait surface alors en claironnant le nouveau nationalisme : considérer l'Union comme un fait accompli et « s'allier aux réformistes du Haut-Canada pour revendiquer l'autonomie en politique intérieure, autonomie par laquelle [les Canadiens français] pourraient préserver leur originalité culturelle » (p. 352).

En 1844, autour de l'Institut Canadien et du journal *L'Avenir*, un groupe de jeunes gens (peut-être les premiers véritables intellectuels du Canada français), relèvent l'oriflamme sur lequel sont tombés les corps des Patriotes : républicains et anti-cléricaux, ceux qu'on appelle « Les Rouges » et qu'on traite de « pygmées » exigent l'abolition de la tenure seigneuriale, la modernisation de l'économie, la représentation politique proportionnelle et suggèrent l'annexion aux États-Unis, terre où « règnent le bonheur et les richesses ».

Ah, non ! Pas encore ! Le clergé bondit. Il a compris qu'il suffirait de purger l'utopie radicale de son contenu républicain, matérialiste, urbain, démocratique, américain, pour n'en garder que le nationalisme et l'idée de la colonisation. Les environs de 1840 amorcent un grand tournant. La colonisation des régions éloignées commence, en même temps que la vague d'émigration qui conduira un demi million de Québécois aux États-Unis. Le premier roman agriculturaliste, *Charles Guérin*, paraît en 1846, tandis qu'on assiste à une « régénérescence de la pratique religieuse » et que, sous l'égide de M^{gr} Bourget, némésis des « Rouges », prolifèrent les communautés. Bien reçu par le peuple, froidement par ses pasteurs, le prince Napoléon visite le Québec en 1861 et trouve ça « mieux qu'aux États-Unis, sauf l'influence du clergé ».

« De façon générale », commente le professeur Garon, « le Canadien français de 1867 avait perdu la belle assurance qui le caractérisait aux yeux des conquérants de 1760 ».

Pour peu, le « Canadien français », ce presque Français du Canada, enterrait le « Canayen », ce presque Américain du Québec. Il faudra bien cent ans pour qu'on réalise à nouveau, en ce pays, que la culture, selon le mot heureux de l'homme de théâtre Jean-Claude Germain, « c'est prendre le monde et se le traduire ».

L'Histoire du Québec ne s'arrête pas en 1867, comme de bien entendu. Avouons qu'aux yeux du sociologue toutefois, le livre perd ensuite un peu de son intérêt et citons en guise d'explication un extrait du texte lui-même, sous la plume de Jacques Mathieu :

« Pour beaucoup de gens [. . .] du XVII^e comme du XX^e siècle — et les historiens n'en sont pas exclus — détenir les rênes du pouvoir politique constitue la garantie d'un avenir meilleur. Pour eux, contrairement aux marxisants, l'État commande le développement des pays. » (P.131.)

Bon. Nous pouvons rassurer le lecteur : sans être « marxisants », les signataires de ce livre ont l'intelligence de nous informer d'autres choses que des agissements de l'État. Pourtant, plus on se rapproche de la période contemporaine, plus les sources officielles et la documentation écrite deviennent accessibles, puis il semble difficile aux historiens de prendre un recul suffisant pour déterrer les déterminants sociologiques des événements et des aléas, souvent singulièrement superficiels, qui tourmentent la classe politique. Parti-pris de sociologue, sans doute, mais traiter en deux pages (352-354) le creusage du Canal du Saint-Laurent, la crise des années 1850, la première grande saignée migratoire, les débuts du Grand Tronc, l'Institut Canadien et les Rouges, pour s'étendre ensuite longuement sur les démêlés de Francis Hinks et d'Augustin-Norbert Morin — deux messieurs, dont, admettons-le, nous savons tous trop peu de choses — cela ne laisse d'embêter. D'autant plus que le véritable point de départ de l'industrialisation se voit résumé succinctement à « une reprise économique en Grande-Bretagne et une plus forte demande consécutive à la guerre de Sécession américaine » (p. 363) avant qu'on ne replonge dans la mêlée politique où « le caractère douteux du rôle de Hinks dans une affaire de spéculation » sera souligné pour notre édification. Sans doute fouillés et compétents, les chapitres qui suivent la Confédération pâtissent par conséquent en raison même de ce qui constitue leur atout principal : la richesse des informations événementielles qu'ils contiennent. Peut-être faudrait-il éviter de rejeter d'avance l'hypothèse que l'histoire du Québec elle-même se fait alors plus plate parce que moins originale ? Pourtant, on comprend mal, en particulier, que le bouillonnement intellectuel de l'entre-deux guerres, la Grande Crise, la montée des multinationales, l'emprise du facisme et des Chemises Brunes d'Adrien Arcand, et, pourquoi pas, l'Ordre de Jacques Cartier subissent en ces pages, sinon une négligence totale, au moins un mépris bénin. Le traitement infligé à la Révolution tranquille frise le pénible.

Avouons tout de même que la lecture n'en reste pas moins passionnante. Qui sait que la peste a tué 3 000 personnes à Montréal en 1885 ? Qu'on battait les enfants-ouvriers dans les manufactures du dix-neuvième siècle ? Qu'au moment où Norman Bethune partait pour la guerre d'Espagne combattre aux côtés des républicains (et inventer la transfusion de sang sur le champ de bataille), les Canadiens français fournissaient à Franco quelques saintes recrues ? Et, pour la jouissance des péquistes, que le journaliste Tardivel (vaguement parent, si je ne me trompe, avec René Lévesque) était séparatiste dès 1890, ou que, depuis 1896, le Fédéral n'a plus le droit de désavouer les lois principales. J'avais, pour ma part — et ma jeunesse —, oublié que de 1945 à 1956, *Le Devoir* appuyait Duplessis.

Comment ne pas remercier, enfin, Richard Jones de ces morceaux choisis, tirés de la bouche des acteurs de notre histoire, qui émaillent si délicieusement son exposé :

« Le communisme au Canada n'est plus un projet, il est une réalité. Le feu est allumé parmi nous [. . .] ». Le Cardinal VILLENEUVE. (P. 427.)

« . . . un coin de terre à part ou l'état social, religieux et politique se rapproche le plus de ce que l'Église nous apprend être la plus désirable des sociétés . . . » (p. 430). Le Québec, selon Henri BOURASSA.

Et, pour qui ignore la nature des félicités célestes, cet indice de source sûre :

« Prenons garde que le bilinguisme généralisé jusque sur [. . .] la queue de St-André n'aboutisse à l'unilinguisme anglais. » Un évêque. (P. 465.)

II. QUÉBEC 2001

De l'*Histoire du Québec à Québec 2001 : une société refroidie*, il faudra faire seul le bond, puisque le premier de ces livres parvient mal à éclairer le lecteur sur la seconde partie du vingtième siècle et la Révolution tranquille. Qu'on se rassure, cependant, l'an 2001 que nous annoncent LATOUCHE, LAMONDE et JULIEN conserve des échos familiers, et sous ce rapport, leur travail s'inscrit dans une tradition solide.

Probablement las d'organiser des sessions intensives d'imagination libre (*brain-storming*) pour le bénéfice des militaires américains cherchant les façons les plus efficaces et rationnelles de perdre la guerre du Vietnam, Hermann Kahn, directeur du Hudson Institute — faut-il traduire « *think tank* » par « banque de cerveaux » ou « char d'assaut pensant » ? — s'est fait une réputation mondiale à prédire le présent à tous les *establishments* inquiets et capables de le payer. Son livre, *L'an 2000*, publié en 1969, ne dit pas un traître mot de la pollution, mais présente l'hédonisme hippie comme une sorte de pré-révolution morale du Troisième Millénaire. Il s'entend à merveille avec Daniel Bell, de Harvard, dont la réputation multi-nationale tient en partie, quant à elle, à un livre des années cinquante où il prédisait la fin des idéologies dans la société américaine. Kahn est passé au Québec il y a quelques mois et, flairant un marché vierge, il se mit à prédire notre avenir et s'y occuperait sans doute encore si le premier ministre Bourassa lui avait accordé un contrat.

Si j'en parle, c'est que les auteurs du présent livre partagent avec Kahn et Bell un concept, celui de la *société post-industrielle*, et une foi naïve dans les techniques dites de « prospectives ».

À partir de là, ils nous livrent un travail qu'un fétichisme rationaliste fort répandu aux États-Unis au milieu des années soixante eut qualifié sans conteste de « post moderne », et qui n'a rien à envier à ceux confiés à l'époque aux tacherons de M. Kahn lui-même. Nous avons ici sous les yeux un exemple de ce décalage culturel par lequel les modes américaines se diffusent selon des intervalles variables, dans les pays de la périphérie impériale. À en juger par *Québec 2001*, le handicap de notre pays serait d'environ dix ans, dans le seul domaine des modes intellectuelles toutefois, puisque les phénomènes de jeunesse se diffusent beaucoup plus rapidement tandis que tout ce qui assume la forme de biens de consommation voyage à la vitesse de la lumière.

Ces « différentiels » imposent certains ajustements. Kahn pouvait négliger les problèmes classés de nos jours sous la rubrique « écologie ». Nos auteurs doivent en tenir compte, aussi bien que des critiques qui se sont élevées contre le positivisme béat et la grossièreté idéologique dissimulés sous la notion de « société post-industrielle ». Ils offrent, de ces critiques, un excellent résumé (pp. 165-177), puis gardent quand même le concept afin d'éviter le « piège » (p. 17) de baptiser autrement la société occidentale actuelle. Pas question non plus de ces « formules pour frapper les imaginations », genre « 1984 », société « bloquée », etc. . . (sauf semble-t-il pour les strictes fins du *marketing*, car l'imagination exclue, à quoi sert « société refroidie » ?), ni, cela va de soi, d'une formule difficile comme la « société techno-bureaucratique de consommation dirigée » d'Henri Lefebvre, ne frappant guère qu'aux portes de l'intelligence. Les auteurs gagnent ainsi sur tous les fronts sauf sur l'essentiel : ils oublient que cette société n'est « post » industrielle que pour ceux qui ne réalisent pas qu'elle est, en fait, de plus en plus industrielle. Façon de dire que les premiers et les meilleurs « futurologues » restent encore les Marx, Durkheim, Veblen ou Weber. Mais voilà, l'esprit critique et la théorie générale ne gagnent pas ici droit de cité parmi les façons de « discourir sur le futur ».

À choisir entre la « prophétie », l'« utopie », la « science fiction » et . . . la « prospective » (p. 13), que feront les hommes sérieux ? Vous avez deviné. On vous expliquera ensuite que la science engendra la planification qui engendra deux filles : l'une, axée sur les moyens et les ressources, se soucie du court terme; l'autre, la prospective, vise à long terme et cherche les « fins » de l'action. Les chercheurs du C.R.U. qualifient la première de « traditionnelle » — le couperet technocratique vient de tomber, comme il a fauché et reboisé les villages « traditionnels » gaspésiens — et retiennent la seconde dont le mérite ne tient pas seulement à sa modernité mais au fait que « cette réflexion sur les objectifs permet ensuite de déterminer les moyens et les stratégies à mettre en œuvre, à court terme, pour les atteindre ». En somme, c'est la structure plutôt que la conjoncture sociale qui les intéresse.

Une association trop automatique entre la science et la planification devrait inquiéter. Sans doute la planification mime-t-elle la démarche scientifique, puisqu'elle implique une rationalisation appuyée sur une connais-

sance systématique des réalités empiriques. Les finalités séparent néanmoins l'une et l'autre. La science veut découvrir, sous les apparences, un ordre caché qui sous-tend les faits observables et qui les explique. Pratique de recherche, effort de compréhension, son terme est la théorie. La science commence peut-être, par exemple, quand on observe que les pommes nous tombent sur la tête, mais elle ne s'achève que lorsqu'on pose : $f = ma$. La vérification des connaissances scientifiques s'effectue pareillement par une recherche : l'observation confirme ou non la théorie, élaborée ou non, implicite ou explicite.

La planification, au contraire, débouche sur l'action, comme toute technique. On ne « vérifie » pas une technique, on contrôle son efficacité. La planification vise à systématiser, à rationaliser l'action; la science, la pensée ou la connaissance. Ceci dit, la planification appartient à ce que l'on pourrait appeler « les techniques molles », c'est-à-dire supposant une certaine structuration mentale liée à un mode d'appréhension du réel, au double sens du terme : comprendre et manipuler. Le chevauchement de la science et de la planification se produit précisément sur ce besoin de comprendre, de sorte qu'à un point donné, les deux démarches sont les mêmes : de là la confusion; on oublie qu'ensuite, l'une poursuit sa recherche, tandis que l'autre s'en va manipuler le monde.

Le mensonge commence lorsqu'on laisse entendre, dans la brume des mots, que la planification est une science. Quand on néglige de dire que l'efficacité de la prospective n'a été, nulle part au monde, démontrée. Quand on réduit la notion de science à celle d'expertise, donc de simple accumulation de connaissances empiriques ou techniques. Il continue quand, agitant dans une confusion généreuse : technique, méthode, science, expertise, on jette aux yeux des hommes une poudre qui les convainc de leur impuissance. Quand le langage exorcise la raison, quand il crée un contexte mental diffus sans dire ce qu'il veut dire : quand il devient une propagande.

Le premier chapitre prête lieu à telle pyrotechnie. Les formules comme « penser l'impossible », empruntée aux dangereux et puissants *think-tank* américains du complexe militaro-industriel, ou comme la « technique Delphi », secouée sous le nez du lecteur pour faire croire que maintes méthodes efficaces existent pour prédire le futur, jouent sur les cordes de l'angoisse éprouvée devant l'avenir et chargent d'autorité magique ou ésotérique les propos des auteurs. Il faut quand même se rappeler que la méthode de Delphes se résume à ceci : vous demandez à des tas d'experts reconnus ce qu'ils entrevoient puis, de sondage en sondage, vous encouragez vos sources à se brancher en leur fournissant le résultat de la consultation précédente. Enfin, le temps — et les dollars — aidant, un consensus se polarise autour de quelques intuitions dominantes. Dépendant de la concentration d'optimisme dans l'atmosphère, du caractère plus ou moins strictement technologique des « prédictions », l'oracle-sondeur frappe dans le mille ou dans le vide. Les préjugés et le manque d'imagination ne sont pas nécessairement moins rares chez les « experts » que chez les autres mortels.

Je m'étends sur le contenu de ces premières pages afin de bien situer l'ouvrage dans la tradition idéologique à laquelle il s'accroche; sous la guise

du technicisme et par la propagande d'expertise, on se prépare à nous vendre une théorie de la *Société Cybernétiste* : la société est une machine aux fonctions interdépendantes, un ensemble de quantités abstraites tendant à l'équilibre et à la cohérence; confiée à un groupe d'hommes sélectionnés et neutres, la planification serait une technique avancée d'ingénierie sociale servant à l'harmonisation fonctionnelle des « niveaux » et des « secteurs » sociaux et, à la limite, à la mise au point d'un Système Rationnel Achevé, apte à s'adapter froidement et de manière efficace à toutes les modifications de son Milieu. Ce livre est au fond un pamphlet politique : par son biais une classe ascendante, celle des technocrates-cybernautes, tente de gagner sa légitimité. Il s'agit donc, dès le départ, de démontrer sa compétence, au cas où les pages suivantes n'y parviendraient pas. Comme il ne suffit pas d'expliquer simplement qu'on s'apprête à recueillir un certain nombre de statistiques décrivant quelques caractères quantifiables de notre société, à regarder comment elles tracent depuis une vingtaine d'années certaines tendances, puis, grâce à des formules mathématiques, exagérer ces tendances de façon à caricaturer la situation actuelle, il est utile de convaincre d'abord le lecteur que tout ça dépasse l'exercice gratuit, qu'au fond, son avenir est en jeu et que des experts, des savants, des voyageurs du temps, capables de « penser l'impossible » mais qui choisissent plutôt la méthode scientifique du « scénario exploratoire par tendances lourdes », des *Flash Gordon* s'en occupent et talonnent les autorités compétentes.

Si nos amis de l'*Histoire du Québec* hésitaient à choisir leur public, les experts du C.R.U. savent à qui ils s'adressent : la classe politique, ceux qui, précisément, croient que « l'État commande le développement des pays ». Le fil de leur argumentation enferme le lecteur dans un étrange cercle vicieux : la stricte projection des tendances actuelles indique qu'en l'An 2001 — pourquoi pas 3000 ou 7001, on se le demande ? — la société québécoise ressemblera à une stricte projection des tendances actuelles. *Pourvu* qu'« aucune politique ou mesure d'intervention gouvernementale nouvelle ne [soit] introduite dans le scénario tendanciel que nous avons construit à moins de s'avérer nécessaire à la pérennité du système socio-économique québécois ». Relire : retenez-vous bien, si rien ne change, tout va continuer (et vice-versa) à moins que l'État n'intervienne.

Et que fera-t-il, l'État ? Eh bien, « faire face à ces défis exigera une conception de l'État, un mode de gouverner et une mentalité prospective »⁷ lesquels n'est-ce pas, ne sont pas donnés à tout le monde. Mais encore ? Si j'ai saisi, l'État prendra des mesures pour corriger les tendances quantifiables : il augmentera ce qui doit être augmenté (productivité du tertiaire, base démographique, etc.) et diminuera ce qu'il faut diminuer (vieillesse de la population, croissance induite du tertiaire, centralisation autour de Montréal, etc.). Sinon, il devra faire face aux conséquences. Par exemple le vieillissement de la population exigera une conversion des équipements publics : « les écoles se transforment difficilement en club de l'Âge d'Or ».

7. Au B.A.E.Q., on parlait de « mentalité d'aménagement ».

De l'avis des auteurs, leur scénario trace les contours de « l'inacceptable ». Jolie formule par laquelle ils se lavent des vices de Kahn, Bell et autres idéologues messianiques qui préfèrent l'empire américain à Marx et à Jésus. Ils oublient le paradigme de McLuhan : leur médium est leur véritable message. Par exemple :

Sur le revenu *per capita* : « Nous posons l'hypothèse que les inégalités de revenus vont demeurer ». Quelques paragraphes plus loin on découvre avec eux que les projections démontrent en effet que les inégalités nous accompagneront jusqu'au tournant du millénaire.

Ils reprochent aux Américains leur optimisme technologique. Mais on a déjà lu sous leur plume que « c'est de la technologie (terminaux à domicile, etc.) et des sciences sociales que viendront probablement les moyens d'une participation efficace et qui puisse quand même être contrôlée en tout temps par le pouvoir politique ». Les opinions privées de nos futurologues importent peu; il importe par contre d'émonder le message qui franchit le mur de leurs larmes : la technologie se charge d'une autonomie déterminante par rapport à la culture. Au demeurant, nous attendrons « les terminaux à domicile » comme nous patientons dans l'attente des trottoirs roulants et des routes de caoutchouc « prédites », pour 1980, par la General Motors à la foire mondiale de New-York en 1964.

La révolution morale, comme de raison, ne viendra pas : « on peut très bien créer le mythe d'un retour aux besoins naturels et élémentaires, comme on a créé celui de l'opulence, du gaspillage et du temporaire » (p. 138). Aux douches, donc, l'espoir de Marcuse. Comprenons en même temps que le gaspillage et l'éphémère appartiennent au domaine du mythe plutôt que du réel.

L'affirmation suivante, par contre, laisse pantois : « [...] il est possible de créer une civilisation des valeurs d'usage dans le royaume de la marchandise [...] pouvoir vendre et consommer la valeur d'usage [...] ». En somme, ici encore, point de révolution possible : la valeur d'usage recouvrirait la valeur d'échange mais cela ne suffirait pas à éliminer l'aliénation du consommateur. Fi d'utopies !

Aboutissons enfin : quels seront les traits dominants de la vie collective en l'an 2000 ? Absence, d'abord, d'un projet collectif. Un nouveau capitalisme de valeurs d'usage. Une participation technologiquement généralisée servant de régulateur de la vie collective. Primauté aux groupes d'intérêts et de pressions. (Incluant aussi bien, selon Lamonde, Julien et Latouche, les comités de citoyens, l'O.P.D.Q., la Soquem, tous reflets de la « complexification » du système social.) La vie politique : diffusion et polarisation des idéologies; élections moins importantes (étant donnée la participation); les acteurs politiques prendront surtout la forme des *lobbies* plutôt que de vastes regroupements (la lutte des classes, pas pour demain); les conflits seront nombreux et éphémères.

Le vent dans les branches charrie comme un murmure, des bribes de phrases : « une société inacceptable . . . à moins que . . . les péquistes . . . l'État du Québec . . . l'expertise naturalisée québécoise . . . les techniques et l'*engineering* social . . . ceux qui les connaissent . . . ». Il faut se rappeler

que ce livre a été rédigé sous le « régime » de M. Bourassa. Il n'a rien perdu de sa pertinence depuis le 15 novembre, assurait l'autre jour Daniel Latouche à la radio. Curieux qu'il faille le mentionner, alors que l'œuvre prétend discourir sur l'An 2000.

Épuré de ses prétentions prospectivistes, de son idéologie technocratique et d'une superficialité à la remorque de toutes les modes du Vieux Montréal et de Radio-Québec qui, à la longue, finit par exaspérer, le livre que propose Boreal Express conserve un noyau dur d'informations honnêtes : cinquante pages environ de statistiques à jour sur notre démographie, la main-d'œuvre, l'économie, pour la plupart enrichies d'une dimension régionale. Rien ne vaut une projection mathématique pour extirper des statistiques tout le relief dont elles sont porteuses. Dommage que les auteurs aient manqué de l'humilité de s'en tenir là : une lucide description des conditions présentes dans la mesure où les données quantifiables le permettent.

Et la culture québécoise ? On n'en parle pas, trop empêtré dans une espèce d'analyse coût-bénéfice des valeurs pour laquelle, se plaint-on, les « instruments quantitatifs » font défaut. Décidément, la prospective souffre de myopie professionnelle : tout lui semble brumeux qui ne lui soit braqué sous le nez par un économicisme quantophrène. Pour ceux qui en doutaient, les chercheurs de l'I.N.R.S. démontrent de façon probante que la société québécoise appartient désormais au club des systèmes capitalistes de pointe. Sans nier l'identité culturelle de la communauté qu'elle structure, ils n'en parlent simplement pas, de sorte que Lord Durham pourrait ajouter au qualificatif de « peuple sans histoire » celui de « sans visage ».

Québec 2001 met en évidence une curieuse convergence de deux grands courant du discours intellectuel, au Québec comme ailleurs. L'un nous vient d'Europe, l'autre est d'abord américain. La gauche de droite, féticho-marxiste, et la droite de gauche, technocratique, se rencontrent sur une profonde conviction : que l'homme n'a besoin ni d'idées ni de valeurs, sauf celles qu'une science totalitaire, se réclamant d'une même rigueur matérialiste, lui commande de se mettre dans le crâne. Telle est l'idéologie dominante de la société très industrielle.

Jean-Jacques SIMARD

*Département de sociologie,
Université Laval.*